

TRIBUNE DE RSHD

Europe : justice est faite

Le vote massif des Irlandais en faveur du traité européen apporte une bouffée d'air frais dans l'atmosphère raréfiée de la récession. Par leur *oui* au Traité de Lisbonne, les Irlandais ont balayé une fatalité, celle d'une Europe vouée à la paralysie par la crise, et ouvert la voie à une certitude qui tient chaud au cœur de tous les partisans de la construction européenne: l'Europe ne régresse pas. Elle peut hésiter, mais finalement avance.

Il y avait comme une fatalité d'échec pour l'Europe, toujours victime désignée de la crise. Elle était réputée progresser en période de haute conjoncture. Mais, malheur si la crise surgissait: elle se replierait, reviendrait sur les avancées consenties par les États. C'en serait fait de l'ouverture des frontières, de la libre circulation, du progrès des institutions. L'Irlande vient d'apporter la preuve inverse, par son vote solennel, éclatant. Ce pays qui affichait un taux de croissance à faire pâlir beaucoup de pays du continent, qui, après des siècles d'émigration pour cause de famine, était devenu une terre d'immigration, sombrait d'un coup dans le marasme. La croissance s'effondrait, le chômage devenait le double des pays du continent, les immigrés rentraient chez eux. Et pourtant, l'Irlande a fermé le chemin du repli, au nom de ses acquis européens, qu'il s'agisse des crédits venus de Bruxelles et qui ont fait de l'Irlande ce qu'elle est devenue et surtout l'euro qui lui a évité le naufrage de sa monnaie nationale, si elle existait encore, et d'inévitables plans d'austérité. Cette leçon, méditée par les Irlandais, l'aurait été tout autant par les Français qui mesurent, eux aussi, l'avantage de l'euro, en période de récession: la reconduction et même l'augmentation des amortisseurs de crise, déficits et dette, sans programme draconien de rigueur.

Justice est rendue à l'Europe qui ne recule plus et c'est la grande leçon du *oui* irlandais, comme de la riposte au *non* français de 2005. Une coalition contre nature, impliquant les héritiers renégats du traité de Rome, puissamment aidés par la médiocre campagne de Jacques Chirac, et du traité de Maastricht, enlevé à la force du poignet par François Mitterrand, avait précipité l'échec du traité constitutionnel dans l'un des pays fondateurs du *Marché commun*. L'erreur due à une stratégie dévoyée et la faute de ceux qui en espéraient un profit personnel étaient consommées. C'est le mérite de Nicolas Sarkozy d'avoir, dès son élection, entrepris la rédaction, la signature et la ratification d'un nouveau traité dit *simplifié*.

L'Irlande, dernier parmi les 27, l'a ratifié. L'Europe est non seulement sauvée. Elle est confortée et elle le sera de manière ultime par la signature des présidents tchèque et polonais.